



Chef(fe) de projet

Appui à des partenariats nouveaux entre le monde de la recherche et la société civile au Maroc

Description du projet

Contexte

Le Maroc est une monarchie parlementaire engagée depuis plus d'une décennie dans un processus de réformes politiques et institutionnelles visant à renforcer l'État de droit, la participation citoyenne et l'efficacité de l'action publique. Depuis l'adoption de la Constitution de 2011, le Maroc a renforcé le rôle de la société civile dans la vie publique et favorisé l'émergence d'un tissu associatif dynamique, appelé à contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques. Parallèlement, le pays dispose d'un écosystème de recherche structuré et reconnu, composé de centres de recherche, de laboratoires universitaires et de Think Tanks produisant des savoirs de qualité. Toutefois, les interactions entre ces deux sphères demeurent limitées et insuffisamment structurées, ce qui freine la circulation des connaissances scientifiques dans l'espace public et affaiblit la capacité des organisations de la société civile à fonder leurs actions de plaidoyer sur des données probantes. Cette faible articulation entre recherche et action collective limite la qualité du débat démocratique et l'effectivité de la participation citoyenne, alors même que le Maroc fait face à des défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs. Dans ce contexte, le renforcement des partenariats entre le monde de la recherche et la société civile apparaît comme un levier essentiel pour améliorer la compréhension des enjeux de politiques publiques et promouvoir une action publique plus inclusive, informée et efficace.

Partenariat UE–Maroc

Le projet s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Royaume du Maroc, fondé sur une convergence des valeurs, le renforcement de l'État de droit et la promotion d'un développement économique et social inclusif et durable. À travers différents programmes d'appui, l'Union européenne accompagne depuis plusieurs années le renforcement des capacités du monde associatif marocain et la promotion de la participation citoyenne.

Au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, et dans le cadre des priorités de coopération citées plus haut, l'Union européenne finance un projet visant à « **Renforcer l'efficacité de l'action publique à travers une meilleure coordination, implication et efficacité du monde associatif et des partenariats innovants** » pour un montant de 10 M€ au total, sur la période 2026-2028.

Dans ce cadre, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) au Maroc délègue la gestion de l'objectif spécifique 3 (OS3) de ce projet à Expertise France pour un budget d'1,5 M€ sur une période de 36 mois.

Cet OS3 vise à « Soutenir des partenariats nouveaux dans les domaines de la recherche et de l'innovation entre la société civile et les centres de recherche à même de rehausser la crédibilité des actions de plaidoyer et la qualité de la participation de la société civile aux cycles des politiques publiques ».



Projet « Appui à des partenariats nouveaux entre le monde de la recherche et la société civile au Maroc »

Le projet a pour objectif général de contribuer à l'amélioration de la qualité du cycle des politiques publiques au Maroc en renforçant le débat démocratique par une meilleure dissémination de la connaissance scientifique au sein de la société civile. Il repose sur une théorie du changement fondée sur la création d'un continuum entre recherche, plaidoyer et action publique. L'hypothèse centrale est que le renforcement des capacités des Structures Productrices de Savoirs (SPS), combiné à la mise en place de partenariats innovants et structurés avec les organisations de la société civile, permettra d'améliorer la qualité des analyses mobilisées dans le débat public et de favoriser une participation citoyenne plus informée et plus efficace.

Le projet cible en priorité les SPS, qu'il s'agisse de centres de recherche publics, de laboratoires universitaires ou de Think Tanks indépendants, tout en associant étroitement les organisations de la société civile actives dans le plaidoyer comme bénéficiaires indirectes. Il vise à décloisonner durablement ces deux univers en valorisant la recherche scientifique comme un outil au service de l'intérêt général et de la démocratie participative, tout en garantissant l'indépendance et la rigueur des travaux de recherche.

Pour atteindre ces objectifs, le projet s'articule autour de trois composantes complémentaires.

- **Composante 1 – Renforcement des capacités des SPS.** Cette composante vise à accompagner les structures productrices de savoirs dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles, stratégiques et opérationnelles afin d'améliorer la qualité, la pertinence et l'impact de leurs travaux sur les politiques publiques. Elle comprend notamment des diagnostics institutionnels, l'élaboration de plans de développement organisationnel, ainsi que des actions d'accompagnement ciblées portant sur la gouvernance, la stratégie, la gestion administrative et financière, et le positionnement des SPS dans le débat public.
- **Composante 2 – Appui à la production de savoirs à travers des projets de recherche-action.** Cette composante met en place un système de subvention type « guichet », destiné à financer des projets de recherche-action portés par une ou plusieurs structures productrices de savoirs en partenariat avec des organisations de la société civile actives dans le plaidoyer. Elle a pour objectif de favoriser la coproduction de connaissances scientifiques directement mobilisables pour l'action, le plaidoyer et la formulation de politiques publiques, en s'appuyant sur des thématiques prioritaires de la coopération UE–Maroc et sur une approche expérimentale permettant de tester des solutions concrètes et reproductibles.
- **Composante 3 – Valorisation et diffusion de la recherche scientifique au service de la démocratie participative.** Cette composante vise à renforcer la visibilité, l'accessibilité et l'appropriation des résultats de la recherche par la société civile, les citoyens et les décideurs publics. Elle soutient la mise en place d'outils et d'actions de diffusion, de communication et de capitalisation des connaissances produites, afin d'alimenter le débat public, d'améliorer la qualité du plaidoyer associatif et de favoriser une participation citoyenne plus informée et plus active aux cycles des politiques publiques.

En favorisant l'intelligence collective, l'ancrage territorial et les synergies avec les autres initiatives européennes et nationales, le projet ambitionne de créer des dynamiques durables entre recherche et société civile, contribuant ainsi à une action publique plus efficace, plus transparente et plus légitime au service du développement du Maroc.



Description des missions

Basé·e au sein de l'Unité de Support Projet (USP) d'Expertise France à Rabat, le/la chef.fe de projet assure la responsabilité globale de la mise en œuvre, du pilotage stratégique et de la coordination opérationnelle du projet.

À ce titre, il/elle est garant·e de l'atteinte des objectifs, des résultats attendus et de la conformité du projet aux exigences contractuelles, méthodologiques et financières d'Expertise France et de l'Union européenne. Le/la chef.fe de projet travaille en étroite collaboration avec l'équipe support de l'USP, qui l'appui.e au quotidien sur les aspects administratifs, financiers, logistiques et contractuels. Il/elle assure également une coordination fonctionnelle avec le siège d'Expertise France, mobilisé pour sécuriser les étapes clés du projet, notamment en matière de gouvernance, de gestion des subventions, de conformité aux procédures internes et de reporting.

Principales responsabilités :

Gestion et coordination du projet

- Assurer la coordination du projet avec l'équipe de l'USP principalement avec le chargé de subvention, la coordination de l'équipe-projet (composé majoritairement d'experts) et la coordination de l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre.
- Veiller à la bonne articulation entre les différentes composantes du projet, à la cohérence des interventions et à la mobilisation efficace des ressources humaines, techniques et financières.
- Respecter des procédures d'Expertise France et de l'Union européenne, de la gestion des risques, de la qualité des livrables, ainsi que du reporting technique et financier auprès des instances de gouvernance et des bailleurs.
- Représente le projet auprès des partenaires institutionnels, des bénéficiaires et des autres programmes européens, et favorise les synergies avec les autres lots du programme.

Planification, suivi et pilotage des activités

- Planifier, coordonner et superviser l'ensemble des activités du projet, depuis la phase de démarrage jusqu'à la clôture.
- Mettre en place et animer les instances de gouvernance, définir les calendriers de mise en œuvre, superviser les missions d'assistance technique et d'expertise, et assurer le suivi opérationnel, technique et financier des activités.
- Veiller à l'atteinte des résultats attendus, à la capitalisation des apprentissages et à l'adaptation continue des actions en fonction du contexte, des retours des bénéficiaires et des opportunités de synergies.

Appui aux partenariats recherche–société civile

- Piloter l'identification des structures productrices de savoirs bénéficiaires, sur la base de l'analyse de la cartographie des acteurs et des critères d'éligibilité définis.
- Superviser la conduite des diagnostics institutionnels et organisationnels, incluant les dimensions stratégiques, organisationnelles, juridiques et fiscales, et valider les termes de référence des expertises mobilisées.
- Assurer la coordination des missions d'assistance technique, veille à la qualité des livrables produits et accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs



feuilles de route de renforcement de capacités et de changement de pratiques, notamment en matière d'ouverture aux partenariats avec la société civile.

- Accompagner et piloter le rapprochement entre structures productrices de savoirs et organisations de la société civile à travers l'organisation de dialogues multi-acteurs, d'ateliers thématiques et d'actions d'assistance technique.
- Veiller à la pertinence des partenariats établis et à leur inscription dans une logique durable de coproduction de connaissances au service du plaidoyer et des politiques publiques.

Gestion du guichet de subventions

- Conduire avec l'appui du siège et du/de la chargé·e de subventions, la conception, la validation et la mise en œuvre du guichet de subventions, incluant l'élaboration du corpus documentaire, la publication de l'appel à projets, l'animation des comités de sélection et la contractualisation avec les bénéficiaires.
- Assurer le suivi opérationnel, technique et financier des projets financés, en lien étroit avec le/la chargé·e de subventions et les bénéficiaires.
- Piloter le dispositif de subventions dédié aux projets de recherche-action, en coordination étroite avec le/la chargé·e de subventions de l'USP à Rabat.
- Superviser l'élaboration des appels à projets, les processus de sélection, la contractualisation, ainsi que le suivi opérationnel, technique et financier des projets financés, en garantissant la transparence, l'équité et la qualité scientifique des actions soutenues.

Valorisation, communication et diffusion des résultats

- Superviser les actions de valorisation de la recherche scientifique, incluant la communication, la vulgarisation et l'organisation d'événements de portée nationale.
- Assurer que les résultats des projets de recherche-action contribuent effectivement au débat public, à l'information des citoyens et au renforcement de la démocratie participative.

Profil requis

Qualifications

- Diplôme de niveau Master 2 ou équivalent en sciences sociales, sciences politiques, économie, développement international, politiques publiques ou disciplines connexes.
- Une formation complémentaire ou un doctorat dans un domaine lié à la recherche en sciences sociales ou à l'analyse des politiques publiques constitue un atout.

Expérience professionnelle

- Expérience professionnelle confirmée d'au moins 7 à 10 ans dans la gestion de projets, idéalement financés par des bailleurs publics (UE, agences de développement, organisations internationales).
- Expérience significative dans le domaine de la recherche appliquée, des think tanks, de l'analyse de politiques publiques ou de la recherche-action.
- Expérience avérée de travail avec des organisations de la société civile, en particulier sur des actions de plaidoyer, de participation citoyenne ou de renforcement des capacités.
- Expérience dans la gestion de dispositifs de subventions, d'appels à projets ou de fonds compétitifs fortement souhaitée.



- Une connaissance du contexte marocain et/ou de la région Afrique du Nord–Moyen-Orient constitue un atout majeur.

Compétences techniques

- Excellente compréhension des enjeux liés à la relation entre recherche scientifique, plaidoyer et action publique.
- Capacité à analyser, structurer et valoriser des productions intellectuelles et scientifiques à destination de publics non académiques.
- Maîtrise des méthodes de gestion de projets complexes, incluant planification, suivi-évaluation, reporting et gestion des risques.
- Bonne connaissance des procédures des bailleurs européens et des règles de gestion des subventions.
- Capacité à piloter des expertises techniques et à coordonner des équipes pluridisciplinaires.

Compétences transversales

- Excellentes capacités de coordination, de facilitation et d'animation de partenariats multi-acteurs.
- Aisance relationnelle et aptitude à dialoguer avec des acteurs issus de cultures institutionnelles différentes (chercheurs, OSC, décideurs publics).
- Autonomie, rigueur, sens de l'organisation et capacité à gérer plusieurs chantiers simultanément.

Langues

- Maîtrise parfaite du français, à l'oral comme à l'écrit.
- Bonne maîtrise de l'anglais professionnel.
- La connaissance de l'arabe (darija et/ou arabe classique) constitue un atout.

Renseignements complémentaires

- Lieu de travail : Rabat, Maroc
- Informations sur le contrat : la durée du contrat est de 12 mois (renouvelable annuellement jusqu'à 3 ans).
- Date de début : dès que possible (février 2025)

Pour postuler

Documents à fournir :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Trois références professionnelles comprenant des contacts mail et téléphonique

Les candidat.es intéressé.es sont invite.es à soumettre leur candidature le plus tôt possible. Expertise France se réserve le droit de présélectionner les candidat.es avant la date limite de recrutement.